

Séparation & Neutralité

La loi de 1905 définit ainsi la
SÉPARATION des Églises et de l'État :

« La République ne reconnaît, ne salarie
ni ne subventionne aucun culte. »
(Article 2, extrait.)



Henri Manuel, Domaine Public, via Wikimedia Commons

« Nous voulons résoudre [le problème de la séparation] de
telle manière que les consciences ne soient pas troublées et
que demain la religion soit pratiquée librement comme elle
l'était hier ». Aristide BRIAND, discours du 3 juillet 1905

**En conséquence et pour respecter chacune des
consciences sans en privilégier aucune, la République
n'intervient plus dans le domaine religieux.**

Elle instaure la NEUTRALITE DE L'ÉTAT en la matière.

Article 28 (de la loi du 9 décembre 1905) :

« Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe
ou emblème religieux sur les monuments publics ou en
quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des
édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les
cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées
ou expositions. »